Les fédérations de l'Éducation Nationale FO, CGT, SUD et CNT d'Ille et Vilaine se sont réunies le 13 janvier 2016 pour discuter des attaques contre les personnels et contre l'École de la république, et des appels à la **grève le 26 janvier dans la fonction publique et dans l'Éducation Nationale**. Elles constatent que le gouvernement a confirmé son programme : prolongation quasi permanente de l'état d'urgence, et au même moment, poursuite et accélération de sa politique de casse de toutes les garanties collectives et de l'ensemble des conquêtes sociales. Dans la fonction publique, le point d'indice est gelé depuis 2010, les postes manquent partout, la réforme territoriale et la loi de refondation de l'école sont en passe de dynamiter le service public et les statuts… et le gouvernement annonce qu'il faut aller plus loin dans la mise en œuvre de l'austérité et des réformes en cours. Sept années de blocage des salaires, de baisse des revenus, et aucune augmentation n'est prévue pour 2016 : les personnels n'en peuvent plus ! Dans l'Éducation Nationale, Mme Vallaud-Belkacem l'a réaffirmé à l'occasion de ses vœux, il faut aller jusqu'au bout des réformes engagées : réforme des rythmes scolaires, réforme du collège, régionalisation de l'enseignement professionnel, fusions d'universités… L'une après l'autre, ces réformes sont en passe de faire exploser l'École républicaine et les statuts nationaux de toutes les catégories de personnels pour les remplacer par une école des territoires, c'est-à-dire une multitude de règles fixées localement. **Pour les salaires, pour l'École, pour les statuts, pour les postes, il faut construire le rapport de force !** Les salaires bloqués, le manque de postes, la réforme des rythmes scolaires, la réforme du collège, l'ensemble des mesures contre l'école et les statuts, la réforme territoriale, sont le produit de la politique d'austérité et de déréglementation dont l'état d'urgence sans cesse prolongé est aujourd'hui le moyen. **Pour les fédérations FO, CGT, SUD et CNT l'urgence, ce sont les revendications. Elles exigent :**

- une augmentation significative de la valeur du point d'indice, prenant en compte l'inflation subie depuis plusieurs années et, en particulier, depuis 2010 ;
- une revalorisation salariale particulièrement forte pour les plus bas salaires ;
- des mesures générales permettant de compenser les pertes de pouvoir d'achat ;
- l'abandon du RIFSEEP, et de toutes les mesures d'individualisation des salaires.

Elles réaffirment leur volonté de défendre et renforcer l'École de la république et ses principes, en particulier de laïcité. Cela nécessite que les pouvoirs publics lui allouent exclusivement les moyens financiers à hauteur de ses besoins. **La défense d'un service public de proximité garant de la cohésion sociale passe par :**

- la création de tous les postes statutaires, enseignants et non enseignants nécessaires, et la titularisation sans conditions de tous les précaires ;
- l'abrogation de la réforme des rythmes scolaires ;
- l'abrogation de la réforme du collège ;
- l'arrêt de la régionalisation de la formation professionnelle ;
- l'arrêt des fusions et de l'autonomisation des universités par l'abrogation de la LRU et de la loi Fioraso.

Les fédérations de l'Éducation Nationale FO, CGT, SUD et CNT d'Ille et Vilaine soutiennent les appels à la grève le 26 janvier 2016, dans la fonction publique et dans l'Éducation nationale. Elles appellent tous les personnels de l'Éducation Nationale à rejoindre les cortèges et rassemblement organisés à : **10H30 DEVANT L'INSPECTION ACADÉMIQUE, 11H30 PLACE DE LA MAIRIE À RENNES MARDI 26 JANVIER**

Documents joints

Communiqué de l'intersyndicale éducation 35